

La droite en France :

état des lieux et avenir

David LISNARD

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

La droite en France :

état des lieux et avenir

David LISNARD

SEPTEMBRE 2023

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

La droite en France : état des lieux et avenir

David Lisnard

p. 15

Questions de la salle

p. 43

Les publications de l'Institut Diderot

p. 67

Avant-propos

Après nous être interrogés sur l'avenir de la gauche, avec Renaud Dély ¹, il fallait bien sûr faire de même concernant l'avenir de la droite. Nous n'avons pas choisi cette fois un commentateur, fût-il engagé, mais un praticien de la politique : David Lisnard, maire de Cannes, président de la très influente Association des maires de France, et possible candidat, dit-on, à la prochaine élection présidentielle... Merci à lui d'avoir accepté notre invitation et d'avoir soutenu son point de vue, dans son exposé comme durant le débat, avec autant de force, de clarté et de liberté d'esprit !

Que nous dit-il ? D'abord que ce qui caractérise la droite, au point de constituer son « essence », c'est « l'attachement à certains principes : la liberté, la responsabilité individuelle, la dignité ». Ensuite que nous sommes collectivement confrontés à trois crises : crise de la démocratie (avec un *démós* qui se sent de moins en moins concerné ou représenté, et un *cratos* de plus en plus impuissant),

1. Renaud Dély, *L'avenir de la gauche française*, Institut Diderot, www.institutdiderot.fr, avril 2023.

crise de la République (minée qu'elle est par divers séparatismes, du wokisme à l'islamisme), crise enfin de la France, qui souffre d'un triple déclin économique, diplomatique et éducatif, ce dernier étant, à ses yeux comme aux miens, « le plus dramatique ». Contre quoi il importe que la droite propose « sa propre réponse aux grands défis de ce siècle », qui sont les défis écologique, technologique (concernant notamment le numérique et l'intelligence artificielle) et démographique (ce qui menace l'Europe, rappelle David Lisnard, ce n'est pas la surpopulation mais son contraire).

Il va de soi que droite et gauche n'existent que l'une par rapport à l'autre, et sont en cela à la fois symétriques et « indissociables ». Comment les caractériser l'une et l'autre ? Par la primauté qu'elles accordent respectivement à l'ordre, à la liberté et à la responsabilité individuelle, pour la droite, ou au mouvement, à l'égalité et à la solidarité, pour la gauche. Cette réponse (très classique et assez juste, quoique forcément trop simple) permet à David Lisnard de tenir un propos résolument libéral (le mot, sous ma plume, n'est nullement péjoratif), qui se veut aussi libérateur. Sa conviction (qui l'oppose à la gauche traditionnelle mais aussi, note-t-il, au Rassemblement national), c'est qu'il est urgent de rompre avec « le social-étatisme, qui génère déclin et impuissance publique ».

N'est-ce pas aussi ce que voulut faire cet autre libéral, mais issu de la gauche, qu'est l'actuel président de la République ? Non pas, répond notre orateur, ou très

insuffisamment, parce que le « *en-même-temps-tisme* » d'Emmanuel Macron s'est avéré très vite incapable de constituer « un corps cohérent » et de « trancher entre des légitimités contradictoires », ce qui le vouait à l'échec. C'est en quoi « le macronisme n'est pas de droite » (ce qui rassurera les électeurs de gauche, dont je suis, qui ont voté pour Macron dès le premier tour, en 2017 comme en 2022), pas plus que la droite (contrairement à ce que prétend La France Insoumise) n'est actuellement « au pouvoir ». Et David Lisnard de proposer cette espèce de définition ou de caractérisation du macronisme, qui m'agréa assez : c'est « une sorte de social-démocratie keynésienne mâtinée de saint-simonisme technocratique, avec une dose de progressisme plus ou moins aléatoire selon les auditoires » et, ajouterais-je, une dose de libéralisme plus ou moins assumé, en fonction du contexte ou des enjeux.

La vraie question, concernant l'avenir de la droite comme de la gauche, donc l'avenir de notre pays, c'est bien sûr de savoir ce qui peut succéder aux deux mandats d'Emmanuel Macron. Ce dernier, élu sur des positions qu'on peut qualifier de centre-gauche, s'est donné des gouvernements (peut-être parce que la gauche a majoritairement et malheureusement refusé de le soutenir) plutôt de centre-droit. Toujours est-il que la France se trouve, pour la première fois depuis très longtemps, gouvernée au centre (avec la caution de François Bayrou et du Modem). Le risque, dès lors, surtout en période de crise, c'est que la probable alternance bénéficie à l'un des deux extrêmes, en l'occurrence La France Insoumise

ou (plus vraisemblablement) le Rassemblement national. C'est là, note à juste titre David Lisnard, « un piège absolu, dans lequel il faut éviter de tomber ». Comment y échapper ? En proposant, s'agissant de la droite, « une alternative claire, forte, raisonnable », dont on peut espérer qu'elle « trouvera une symétrie à gauche, avec des gens raisonnables, tel Bernard Cazeneuve ». C'est une espèce de lapalissade, mais décisive : la seule façon d'échapper aux extrêmes, c'est de renforcer le courant modéré de son propre camp, en espérant que les modérés d'en face réussiront de même à surpasser leurs propres extrémistes. C'est plaider pour une alternance raisonnable, qui assume à la fois ce qu'il y faut de clivage, sans quoi la démocratie perd ses enjeux, et de modération, sans quoi elle risque de déboucher sur la guerre civile.

Cette alternative de droite raisonnable, David Lisnard en esquisse le projet : faire de la liberté la norme et non plus l'exception (« c'est toujours la privation de liberté qui doit se justifier », non l'inverse), lutter contre la bureaucratie, encourager le progrès scientifique et technologique au lieu d'en avoir peur, développer ce qu'il appelle « une économie écologique de marché » (« la croissance sauvera la planète »), restaurer le régalién, assumer « une ambition culturelle commune, qui transcende les identités particulières », défendre la dignité humaine, qu'elle soit économique (« l'avenir de la droite est de défendre la propriété »), démocratique, sociale (« vivre de son travail, non de la manne paternaliste de l'État ») ou culturelle. Ce qui débouche, cela n'étonnera personne, sur le credo de son parti « Nouvelle Énergie », qui veut « assumer au

XXI^e siècle, à droite, un triple héritage de libéralisme, de démocratie chrétienne et de gaullisme ».

Le paradoxe, bien perçu par notre invité, c'est que la droite est en train de gagner, au moins provisoirement, « le combat gramsciste des idées », celui pour l'hégémonie culturelle, alors que les sondages semblent lui annoncer une nouvelle défaite électorale, au point que sa présence au second tour de la prochaine élection présidentielle paraisse, pour l'instant, fort incertaine, pour ne pas dire improbable. Il y a à cela deux raisons principales : la force croissante du Rassemblement national, qui prive la droite républicaine d'une bonne partie de ses électeurs, et l'absence, dans cette même droite républicaine, d'un leader incontesté, ce qui l'expose à des divisions mortifères, voire à une « guerre des chefs ». Comme David Lisnard ne croit pas à l'alliance des droites, où il voit « un piège » (du moins tant que la droite modérée n'est pas susceptible d'y occuper une place dominante), il va donc devoir combattre l'extrême droite en proposant une politique radicalement libérale (contre le social-étatisme » qui règne depuis des décennies et que le Rassemblement national veut prolonger) mais qui serait aussi d'ordre et d'autorité (contre l'éventuel laxisme de la gauche ou l'impuissance régaliennne des gouvernants actuels). Challenge difficile, dont on me permettra de dire que je lui souhaite – ou que je souhaite à la droite républicaine et à notre pays – de réussir : c'est en effet l'une des façons, et il n'y en a pas tant, d'échapper à la menace extrémiste et populiste.

Reste la question du leadership... David Lisnard, prudemment, la renvoie à plus tard, mais voit bien qu'il n'y a guère que de deux façons d'y répondre : « Soit il y a une ou un candidat qui émerge et les autres l'acceptent – ce qui n'est pas impossible mais peu probable –, soit il faudra faire une primaire ».

David Lisnard peut-il être ce « candidat qui émerge » ou qui gagnerait d'éventuelles primaires de la droite ? Je n'étais sans doute pas le seul, ce jour-là, dans le public, à me dire que la perspective, loin d'être inquiétante, aurait quelque chose d'intéressant, de rassurant et de stimulant, y compris pour ceux, comme moi, qui n'envisagent guère de voter pour lui.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

La droite en France : état des lieux et avenir

L'essence de la droite, c'est l'attachement à certains principes : la liberté, la responsabilité individuelle, la dignité. Encore faut-il que cette essence parvienne à exister. La droite française a vu se succéder les défaites nationales, parfois cruelles, malgré sa forte implantation locale. Elle est écartelée par un foisonnement parfois contradictoire de convictions et d'ambitions. Se pose donc la question de son avenir.

À la différence de Renaud Dély, qui s'est exprimé ici même au sujet de la gauche ², je ne suis ni politologue ni expert. Je suis un praticien engagé, avec une forte subjectivité. Je crois que l'avenir de la droite dépend du devoir qu'on attribue à celle-ci : la droite n'aura d'avenir

2. Voir <https://www.institutdiderot.fr/les-publications-de-linstitut-diderot/lavenir-de-la-gauche-francaise>.

que si elle est utile à la démocratie et à la France. Mais la démocratie elle-même a-t-elle un avenir? Question étourdissante, au vu de la montée de certains empires antilibéraux et anti-occidentaux, au vu aussi des sondages d'opinion dans notre propre pays qui témoignent d'une grave atonie civique. L'avenir de la démocratie passe par un clivage qui permet de confronter une certaine idée de l'homme, certains principes de vie dans une compétition tonique, mais respectueuse des autres. Parler de la droite, c'est donc aussi parler de la gauche : la droite n'existe que parce qu'il y a une gauche et inversement. Par symétrie, les deux notions sont indissociables. Or, les deux sont aujourd'hui en crise majeure.

La droite n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Confondre la fin et les moyens nous fait souvent tomber dans des approches liberticides, parmi lesquelles la technocratie. La droite est un moyen vers une finalité politique. La politique, c'est la gestion de la cité, mais c'est encore bien plus. C'est la projection d'un groupe. Ce qui distingue l'espèce humaine des espèces animales, c'est la capacité de se projeter, de consentir à un coût immédiat en vue d'une satisfaction future – ce qu'on appelle un investissement, en économie. C'est donner une signification collective par une conscience. Culture et politique sont intimement liées. Ce sont des actes de rupture qui caractérisent l'humanité. On ne peut pas vivre en société moderne sans politique.

Parler de la droite c'est parler politique et c'est parler de la démocratie, de la république et de la France.

I. TROIS CRISES : DE LA DÉMOCRATIE, DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA FRANCE

La crise de la démocratie se manifeste par celle des deux termes mêmes qui la constituent : crise du *demos*, peuple, et crise du *cratos*, pouvoir, autorité. Nous sommes face à une profonde crise de la démocratie, pas seulement en France, mais notamment en France, parce que le peuple se sent de moins en moins représenté et participe de moins en moins aux élections. Le taux d'abstention record devrait obséder tous ceux qui s'engagent et tous les citoyens responsables. Les sondages sont troublants. Selon un sondage de l'été dernier, les 18-24 ans, mais aussi les 18-35 ans, mettent sur le même plan de perception la démocratie et les régimes illibéraux. 50 % des jeunes vous disent que la démocratie vaut mieux, mais 50 % vous disent : « Bof ! La démocratie, ce n'est pas si important que ça ! » Cette crise du *demos* est une crise civique, crise de la responsabilité dans l'espace public, qui est le corollaire de la liberté. Ce que l'on retrouve dans l'agression des élus, par exemple. Lorsqu'un élu se fait agresser parce qu'il est élu, parce qu'il refuse un permis de construire, parce qu'il dit à quelqu'un de ne pas jeter un papier par terre, etc., c'est qu'on est dans une crise majeure de la démocratie. Je n'ai pas de difficulté à utiliser le terme de décivilisation, en référence au processus de civilisation des mœurs décrit par Norbert Elias. Comparaison ne vaut pas raison, mais il y a des phénomènes qui renvoient aux années 1920 et 1930. On sait comment cela finit. Crise aussi du *cratos*, c'est-à-dire du pouvoir, à mon avis la plus importante. Je pense que la crise de la démocratie

actuelle c'est surtout une crise de l'exécution. Crise de l'impuissance publique et en particulier de l'impuissance régaliennne qui est la raison d'être de l'État. L'État a été inventé pour protéger le groupe.

De droite, je me trouve aujourd'hui à défendre des idéaux qui étaient ceux d'une partie de la gauche. Je parle d'un universalisme républicain ou du mérite qui sont aujourd'hui portés par une partie de la droite. Je parle du fait de considérer qu'un individu ne se réduit pas à son identité. Il est une personne humaine, certes, c'est le grand apport de la démocratie chrétienne. Toutefois il peut mettre un peu de côté ce qui le caractérise en tant qu'humain – blanc ou femme ou jeune ou trans ou tout autre chose, tous ces débats de l'époque – et reconnaître qu'il a en lui une part d'universalité. L'humanité est une réalité, elle nous permet de nous dépasser par la culture, par ce qui nous permet de nous élever. Notre république est en crise parce que la démocratie est en crise. Elle est en crise parce qu'aujourd'hui des phénomènes séparatistes – le wokisme, le racialisme, le décolonialisme, l'islamisme, tous ces mots en « isme » – portent atteinte à l'universalisme républicain. Ils portent atteinte à l'unité de la nation et enferment les individus dans des trappes à identité – comme on disait autrefois « trappes à pauvreté ».

Crise de la France, enfin. Notre pays est à la croisée des chemins. Certains parlent de décadence, de déclin. « Décadence » renvoie à des considérations morales. On pourrait les évoquer, mais en tout cas il est incontestable

qu'il y a un déclassé. Déclassé économique, l'évolution comparée à l'international du PIB par habitant en est l'expression. Déclassé éducatif, le plus dramatique. Déclassé diplomatique, etc. Certains de ces déclassés, vieux de plusieurs décennies, se sont accélérés ces dernières années. Cette triple crise se conjugue à des enjeux mondiaux étourdissants que l'on doit relever avec nos atouts, et avec enthousiasme si possible. Or, quelle tristesse! Je me suis senti d'ailleurs de droite quand j'étais jeune en partie parce que je trouvais la gauche souvent triste. Que les gens de gauche me pardonnent, mais je ne suis pas d'accord avec l'idée que je devrais me sentir responsable à chaque fois que quelque chose arrive dans la société, comme le voudrait une sorte de vision holistique où le monde tout entier vous écrase. Moi, j'aime bien les escapades individuelles joyeuses. J'y vois un côté de droite.

II. LES DÉFIS MONDIAUX

La droite doit proposer sa propre réponse aux grands défis de ce siècle. En premier lieu, celui de l'écologie. On peut, on doit porter une espérance écologique – magnifique espérance. Il y a aussi le défi numérique. Et celui de l'intelligence artificielle, le plus important parce qu'il conditionnera les autres. La capacité de maîtriser ces technologies pose une question étourdissante : comment concilier efficacité et liberté? Comment faire en sorte que ces outils renforcent l'humanité au lieu de la déclasser?

Voulons-nous vivre dans le modèle chinois – et nous ne sommes qu’au début ! Moi, non. Mais vivre comme au siècle précédent non plus. Pour soigner le cancer, pour avoir une croissance décarbonée, il faut être une puissance numérique. C’est le premier objectif que nous devons développer. Nous, la France et l’Europe. Le défi économique découle de ce que je viens de dire : comment créer de la richesse, de la prospérité, parce qu’il vaut mieux partager la richesse que la pénurie. Le défi démographique renvoie à la politique familiale. La politique de la natalité sera un des grands enjeux des prochaines années. Je suis stupéfait que l’on ne parle pas davantage de ce que l’on voit au Japon, ce qu’on commence à voir en Allemagne ou en Italie. Les démographes disent qu’à terme il n’y aura plus d’Italiens. Pour moi ce n’est pas concevable. Il faut une diversité, et c’est pourquoi je préfère qu’il y ait des Italiens dans un monde de diversité.

Face à ces défis mondiaux, nous n’avons jamais eu autant besoin de politique et notamment d’une droite. Je me situe dans le domaine du souhaitable. Bien sûr, il faut du dépassement. Quand vous êtes à la tête d’un exécutif local ou national, vous êtes là pour mener votre politique de façon cohérente, claire et pour dépasser les clivages. En revanche, il ne faut pas se renier. Tout en étant attentif à la réalité. C’est toute la difficulté de l’exercice. J’essaie de mettre en exécution mes principes, mes convictions. Puis j’adapte mes principes et mes convictions à la réalité : surtout – c’est ce que nous devons à Raymond Aron, à Revel – ne jamais imposer mes principes à la réalité.

C'est ce qui évite de tomber dans l'idéologie. Certains disent : « la droite doit avoir une idéologie ». Je n'y crois absolument pas. « L'idéologie c'est ce qui réfléchit à notre place », disait Jean-François Revel, grand libéral de gauche, qui m'a beaucoup influencé.

III. DROITE ET GAUCHE, DES PRINCIPES À LA RÉALITÉ. ET INVERSEMENT.

Pourquoi on est de droite, pourquoi on est de gauche ? En ce qui me concerne, cela vient du fait que j'ai grandi dans un monde de gens indépendants. Quand ils avaient des problèmes, mes parents n'avaient même pas idée d'aller voir un maire ou un conseiller général. Ils se débrouillaient. Autodidactes, footballeur professionnel pour mon père et danseuse étoile pour ma mère, ils ont fini forcément très jeunes leur carrière et ont alors monté des commerces, sans capital de départ. J'ai grandi là-dedans, dans le commerce : les échéances, les discussions avec le banquier, recruter, licencier, avoir du stock, gagner de l'argent, en perdre, voir les huissiers et une maison partir, puis se relever. Cela forge un caractère et influence forcément votre perception des choses. Mon mouvement et mon énergie sont de ceux qui veulent s'en sortir. Et qui ont droit à une deuxième, à une troisième chance, etc. C'est la grandeur d'une civilisation moderne.

Je me suis senti de droite parce que j'ai compris que je n'étais pas de gauche. J'ai grandi entre deux villes,

Cannes et Limoges. À Cannes, qui était plus à droite, j'ai senti beaucoup de liberté. J'aime beaucoup Limoges, mais dans cette ville qui était très à gauche à l'époque, je sentais une pesanteur à la Chabrol. C'est tout ce faisceau qui fait qu'à un moment donné vous ordonnez vos pensées en les croisant avec vos lectures – j'ai eu la chance de lire beaucoup : Frédéric Dard pour San Antonio, Maurice Leblanc pour Arsène Lupin, Pierre Desproges, Astérix, Orwel, Kundera, Lovecraft, Blondin, je peux vous en citer des tonnes. Bref, tout cela m'a profondément marqué et m'a donné une sorte de philosophie de l'indépendance, du plaisir, de la joie individuelle, qui me paraissent extrêmement salutaires. Et surtout la conviction que tout n'est pas politique. J'entends dire que tout est politique. Cela me paraît abominable et il me semble que c'est une distinction entre la gauche, du moins une certaine gauche, et une certaine droite. Tout n'est pas politique et il ne faut surtout pas que tout soit politique. Je pense que la sphère privée, l'intimité, doivent être absolument protégées de l'intervention publique, de la tyrannie, y compris de la tyrannie horizontale, celle des réseaux sociaux. Une vidéo privée qui circule, cela peut être horrible, étourdissant d'asservissement.

Je suis persuadé qu'il y a une forme de droite nourrie par l'émancipation due à la liberté et dont la finalité doit être la dignité humaine – c'est-à-dire l'indépendance. Pour la droite, la source de la dignité, c'est la liberté, pour la gauche, c'est l'égalité. C'est un clivage assez simple et qui me paraît assez sain. Tocqueville l'a parfaitement exprimé. C'est une question d'équilibre. Parfois le curseur

peut aller trop vers la liberté – depuis longtemps cela ne nous est pas arrivé... Parfois il va trop vers l'égalitarisme. C'est le mal du pays. Voilà en quoi je me sens de droite. J'entends dire sans arrêt que la France est ultralibérale. Un pays qui a une telle propension à bureaucratiser, à créer des normes, à entraver l'action et à lever des prélèvements jusqu'à en détenir le record du monde : 45 % (l'OCDE dit même 48 %), un pays qui a aussi le record du monde de la dépense publique, un tel pays est loin d'être néolibéral ou ultralibéral.

IV. LE LABORATOIRE CANNOIS

Ces principes, j'essaie de les mettre en œuvre dans ma commune, commune contrastée, paradoxale, avec un taux de pauvreté bien supérieur à la moyenne nationale : presque 21 % quand la moyenne nationale est de 13,8. Cette pauvreté est historique : Cannes est une ville d'immigration pauvre. Cannes est aussi une ville où vivent des gens très riches. Une ville avec une pyramide des âges spécifique : les moins de 20 ans sont très présents, et les plus de 60 ans aussi – nous sommes en train d'élargir un peu l'intermédiaire. Maire de Cannes depuis 2014, je n'ai pas avec mon équipe augmenté les taux d'impôt communaux, et la communauté d'agglomération que j'ai l'honneur de présider est la seule en France qui n'a pas créé de fiscalité additionnelle sur le foncier des ménages. Tout en pratiquant la sobriété fiscale, Cannes s'est désendettée de 65 millions d'euros et a multiplié par quatre

sa capacité d'investissement et son autofinancement. Le management participatif nous a permis de transformer des dépenses de fonctionnement en investissements, avec moins de fonctionnaires, mieux payés, avec des primes de résultat et un sens de la productivité partagé par tous les services, des services qui travaillent bien et nous permettent d'avoir des résultats. Ce qui prouve que l'application de ces principes est possible. Le premier budget est désormais la culture, la culture non pas vécue comme le partage du macramé dans des ateliers participatifs, mais comme une élévation de l'âme, comme une exigence verticale et une jouissance horizontale : partager l'émotion d'une œuvre.

V. LE MACRONISME N'EST PAS DE DROITE : DE L'IMPORTANCE DU CLIVAGE EN POLITIQUE

Mon expérience de maire est mon viatique pour répondre à un paradoxe qu'il faut maintenant aborder : comment se fait-il que cette droite que je crois majoritaire dans la sociologie du pays ne soit pas majoritaire dans l'expression politique ? Certains disent : « Mais enfin, que dites-vous ? La droite est au pouvoir ! » Je ne le crois pas. Il y a des décisions qui ressemblent à une offre de droite : la *flat tax*, très bonne décision du début du premier quinquennat Macron, de même que les ordonnances travail. Mais le « en-même-temps-tisme » s'avère en incapacité à porter un corpus cohérent. Ce qui est un catalyseur de la crise de la démocratie. Le « en-même-temps-tisme » est perti-

nent pour aborder la complexité du monde, pour éviter le péremptoire ou l'*a priori* manichéen. Mais il est très pénalisant, voire sclérosant dans l'action. Il ne faut pas confondre complexité et complication. La complexité peut être un progrès, telles les normes anti-incendie des bâtiments, celles pour l'inclusion des personnes handicapées, celles pour protéger les enfants des substances toxiques dans les jouets etc. En revanche, la complication qui accompagne la complexification est une régression. Lorsqu'on est dans l'action, le « en-même-tempsisme » est porteur d'échec. La décision est forcément manichéenne. On le voit dans une famille, dans une entreprise, dans une association, dans une collectivité. Vous devez trancher. Trancher parfois entre des légitimités contradictoires. C'est ce qui fait la grandeur et la singularité de la politique. Le « en même temps », qui a été une martingale électorale, est aujourd'hui une source d'impuissance et fait que ce pouvoir n'est pas, pour moi, un pouvoir de droite.

On ne peut pas se dire de droite et dire qu'il y a des violences policières systémiques, comme le chef de l'État l'a fait devant un média anglo-saxon – contredisant ce qu'il avait dit la veille dans *Le Figaro*. On ne peut pas être de droite en affirmant qu'il n'y a pas une culture française.

On ne peut pas être de droite en augmentant sans cesse les prélèvements obligatoires, en répondant à chaque problématique par une aide de l'État, c'est-à-dire par un impôt actuel ou futur c'est-à-dire une dette. Je pense que le macronisme est une sorte de social-démocratie

keynésienne mâtinée de saint-simonisme technocratique, avec une dose de progressisme plus ou moins aléatoire selon les auditoires.

Je vais aussi apporter un petit argument dialectique : si on considère que ce pouvoir est de droite, la seule alternative serait les extrêmes, et c'est un piège absolu dans lequel il faut éviter de tomber. Pour y échapper, il faut proposer une alternative claire, forte, raisonnable, aurait dit Raymond Aron, avec une proposition de droite qui, je l'espère, trouvera une symétrie à gauche, avec des gens raisonnables, tel Bernard Cazeneuve, dont j'aime bien la démarche, une personnalité intéressante, qui ne transige pas sur ses valeurs et ses principes de gauche tout en étant ouvert d'esprit, extrêmement précis sur le plan sémantique, sans tomber dans la démagogie.

Bref, aujourd'hui, à force de vouloir être partout, la majorité présidentielle n'est nulle part. Son problème n'est pas d'être relative, mais d'être fragmentée. Lorsqu'il est question de vrais sujets de politique publique, on retrouve le clivage gauche-droite. Le problème de cette majorité ce n'est pas de ne pas arriver à s'associer les 62 députés LR qui siègent à l'Assemblée, mais de garder son aile gauche, s'il y a une proposition de droite, ou son aile droite, s'il y a une proposition de gauche. Le « en même temps » ne marche pas. Il faut accepter de prendre des risques, encore faudrait-il avoir des risques à prendre et avoir des convictions.

Ce matin même, je lisais dans *Le Figaro* un article sur le clivage gauche-droite dans la majorité macronienne à propos de l'immigration. Et il en va de même sur tous les vrais sujets. Je m'en réjouis parce que je crois que ce clivage est nécessaire. Il répond à des choix concernant les principes et les valeurs éthiques. D'un côté, l'ordre : la droite. De l'autre, le mouvement. D'un côté la liberté, de l'autre l'égalité. Je le dis pour poser le débat. Cela peut paraître manichéen, mais cela permet de situer les gens dans de grandes familles de pensée. Cela évite d'avoir simplement des écuries, marquetées, d'opportunités électorales de dernier moment qui affaiblissent la démocratie. Ou simplement des programmes. Je suis sidéré de voir des programmes qui font 500, 800 pages. Les programmes ultra détaillés se fracassent toujours sur les circonstances. Nos principes, en revanche, eux, s'imposent aux circonstances. Ces choix renvoient à des visions anthropologiques différentes. Il me semble que la droite croit surtout dans la responsabilité individuelle. La gauche est dans une approche plus collective, qui me semble plus culpabilisante et plus à même de déresponsabiliser les gens. Cette dialectique est valable dans la politique pénale, dans la politique fiscale, dans les grands choix éducatifs, dans la politique migratoire. Ce clivage est sain. Il est clair parce que la démocratie ne peut être qu'une compétition organisée, civilisée, avec une strate commune d'acceptation des institutions et d'apprentissage des opinions de l'autre, bref de l'exercice de la raison critique.

VI. LE COMBAT CULTUREL

Cette liberté est menacée par des mouvements comme le wokisme et les autres déconstructionnistes déjà évoqués, par des empires menaçants aux confins de l'Occident qu'il convient de défendre. La laïcité aussi, le mérite, étaient des valeurs portées par la gauche, comme la nation d'ailleurs, et qui ont été totalement abandonnées. Certes, il y a une gauche qui essaie de se ressaisir je pense que Renaud Dély vous l'a dit parce qu'il appartient à cette gauche-là. Mais ces valeurs sont aujourd'hui défendues et portées par la droite. Le mérite est fondamental, parce que le mérite c'est la justice dans l'expérience humaine.

La droite, je crois, est en train de gagner le combat gramsciste des idées dans l'opinion. Ce n'est pas seulement le ressenti de quelqu'un qui parcourt le pays et rencontre beaucoup de personnes, mais une réalité qui se traduit aussi dans des études d'opinion. En cinq ans le nombre de personnes qui se disent de droite est passé de 33 % à 38 %. Aujourd'hui les Français qui se disent de droite sont plus nombreux que ceux qui se disent de gauche. Le nombre de gens qui se disent au centre a diminué. Il y a une polarisation. De plus, sur les sujets qui font l'actualité politique, les positions classiquement assimilées à droite sont majoritaires. Cela ressort de plusieurs sondages. Un peu plus de 60 % des interrogés pensent que le pays doit se fermer davantage sur le plan migratoire. Une majorité de 54 % considère que pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit faire davantage confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté.

63% des Français jugent qu'il y a des personnes qui touchent des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué. Ce chiffre est très fort, très troublant d'ailleurs.

Je l'ai vu avec la réforme des retraites. Après avoir travaillé avec l'Institut Molinari, l'Institut Sapiens et d'autres, j'ai été dans les politiques un peu seul à porter l'idée de l'introduction d'une dose obligatoire et collective de retraite par capitalisation. Remarquons d'abord à titre accessoire que tous ceux qui s'y opposaient pratiquent la capitalisation – ils en ont les moyens, tant mieux pour eux! Or, je souhaite pour ma part que les gens les plus modestes puissent y avoir accès et plus largement soient propriétaires de leur vie. Par l'instruction, par l'éducation, par la sécurité et par du capital financier grâce à la retraite par capitalisation. Au-delà de rétablir les comptes publics, au-delà de créer un fonds d'investissement français pour relever le défi économique, numérique, etc. – ce qui est fondamental, or il nous manque au moins 100 milliards de capitalisation, notamment dans les ETI –, une retraite par capitalisation aurait permis d'améliorer les pensions futures, comme cela se fait aux Pays-Bas comme le font les pharmaciens, comme dans la fonction publique. Je n'ai jamais eu un argument rationnel face à cela. Et puis il y a un sondage qui vient de sortir, 84 % des Français pensent que la retraite par capitalisation est inéluctable. Une majorité relative de 43 % dit que c'est souhaitable. On peut ainsi rencontrer l'opinion lorsqu'on est fidèle à ses principes et à ses convictions. Quand on veut en revanche chercher l'opinion en renonçant à ses principes, on ne rencontre que l'échec, moral et électoral. La droite

doit se souvenir de cela. Je crois qu'il y a une forte attente qui contraste avec nos échecs retentissants depuis 2007 à toutes les élections nationales. La droite peut gagner, si elle est fidèle à ses principes, si elle échappe au « en même temps » et se pose contre l'envie et la peur, ces deux forces noires de l'âme humaine que cultivent les extrêmes. La peur peut être rationnelle, mais celle que cultive l'extrême droite ne peut être la condition d'une politique publique. Quant à l'envie, c'est ce que l'on retrouve à l'extrême gauche, à la NUPES. Il ne faut pas que la droite devienne une NUPES de droite. L'alliance des droites est, à mon avis, un piège.

Comment, donc, gagner ? Comment donner un avenir à la droite dans l'intérêt de la démocratie et dans l'intérêt de la France ?

D'abord surmonter le sinistrisme, c'est-à-dire ce mouvement des idées vers la gauche. Fonder un corpus fort autour de la prospérité par la liberté entrepreneuriale, autour de la performance publique, de l'unité de la Nation. S'attaquer au nœud gordien, pour citer le très grand président Pompidou, de la bureaucratie et de l'excès de dépenses publiques. Rendre fiers les habitants de notre pays, quelles que soient leurs origines, leurs croyances, etc., fiers d'appartenir à une grande civilisation, à une grande société, à un grand pays, à une grande nation. La droite doit dire ce qu'elle est pour se rendre audible, puis crédible, puis éligible en apportant des principes, des solutions, ne pas chercher les surenchères, les formules marketing et les phrases emphatiques.

Cet avenir passe par une refondation de la droite autour d'un corpus fort de principes opérationnels, ancrés dans la réalité et qui renvoient à des valeurs. La droite ne doit pas chercher des habiletés tactiques, mais démontrer dans le débat la force et la pertinence de son corpus. Cela nécessite cohérence des idées et courage politique. Faute de quoi nous aurons un double échec, moral et électoral. Nous devons affirmer nos principes.

VII. QUELS PRINCIPES POUR UNE POLITIQUE DE DROITE AU XXI^e SIÈCLE ?

A. Faire de la liberté la norme

La liberté, je le rappelle, ouvre notre devise républicaine. Dans la trinité « Liberté, égalité, fraternité », la fraternité conclut, mais la liberté précède l'égalité. Car les révolutionnaires avaient bien vu que la liberté est la condition de la justice et de la véritable égalité qui est l'équité. Cette équité que l'égalitarisme d'aujourd'hui étouffe de même qu'il étouffe la justice et la liberté.

Le premier principe d'une politique de droite est donc de faire de la liberté la norme, et de sa limitation, l'exception.

Voyez l'exemple de la carte scolaire. Si demain on supprime la carte scolaire, nous aurons plus de justice éducative. La liberté n'a pas à se justifier. Ce sont les limitations

de la liberté qui doivent toujours se justifier. Parfois ces limitations sont nécessaires. Il y a des circonstances exceptionnelles qui justifient des mesures dérogatoires du droit commun. Mais il convient de toujours garder à l'esprit l'idée que la liberté ne se justifie pas. C'est un principe que la droite doit marteler. C'est toujours la privation de liberté qui doit se justifier ; pour des raisons, choisies de façon souveraine par le peuple, d'ordre public.

Prenons aussi l'exemple, ô combien contemporain et essentiel, de l'intelligence artificielle. Depuis une dizaine d'années, nous réfléchissons, échangeons, avec Luc Ferry, Laurent Alexandre et d'autres, sur cette question. Au début on me disait : « Mais c'est oiseux, rien ne peut remplacer l'homme ». Et maintenant, j'entends : « C'est horrible, il n'y aura plus d'humanité! » L'intelligence artificielle, qui a des capacités bien supérieures aux nôtres, nous renvoie à la condition humaine. Elle démontre que nous relevons d'autre chose que simplement de l'utile. L'utilitarisme, en détruisant la spiritualité, détruit la liberté, donc détruit la politique. Nous devons retrouver notre singularité par la créativité, par la sensibilité, par la prise de risque. Il nous faut domestiquer cette intelligence artificielle. Pour la domestiquer, il ne suffit pas de la réguler, de se vanter que nous sommes les premiers au monde à la réguler, tout en continuant parallèlement à devenir la colonie numérique de la Chine et des États-Unis. Nous devons, nous, l'Europe, devenir une grande puissance numérique. Produire avant de réguler, pour mieux maîtriser. Porter une vision de l'utilisation de l'intelligence artificielle qui soit porteuse de liberté et de

progrès. On ne peut pas se priver des services de l'intelligence artificielle en matière de sécurité, en matière de santé, de logistique urbaine, de progrès écologique, etc. En revanche, nous devons vite poser des bornes à même de protéger la liberté individuelle et les libertés publiques. C'est ça l'avenir de la droite.

Autre exemple, majeur : la lutte contre la bureaucratie. Lutter contre la bureaucratie qui porte atteinte à l'efficacité, c'est le nœud gordien à trancher. Elle nous fait dépenser plus qu'ailleurs tout en étant moins efficaces, avec de moins en moins de fonctionnaires sur le terrain. On n'a jamais eu autant, en grande masse, de secteur public et d'administration et, pourtant, nombre de services opérationnels régressent, avec des fonctionnaires souvent bien formés, honnêtes, et souvent aussi mal payés, alors qu'ils coûtent de plus en plus cher aux contribuables, qu'ils sont moins bien considérés qu'ailleurs et avec des usagers moins bien servis. Si on accepte cela comme une fatalité, si on laisse la politique entre les mains de ceux qui disent : « Ah, il faut rationaliser les dépenses » et de ceux qui leur répondent : « Non, il faut dépenser plus, regardez, il n'y a pas assez d'infirmières! ... » Notre pays s'effondre. Comment créer de la performance publique? C'est la base de tout. C'est ce qui nous permettra de trouver l'efficacité dans tous les domaines. Grâce à plus de responsabilité, donc de liberté. La révolution de 1830 s'est faite contre l'autorisation préalable imposée à la presse. Aujourd'hui c'est exactement comme en 1830, on sent monter une révolte des élus locaux, des maires, car nous sommes passés d'un régime de liberté

à un régime d'autorisations. Moins l'État est présent *a posteriori* dans son pouvoir de police, plus il est pénalisant *a priori* : autrement dit, il pénalise l'immense majorité des gens qui respectent les règles sans réprimer ceux qui les enfreignent. Par exemple les règles de l'urbanisme ne contraignent que les gens honnêtes. Les voyous de l'urbanisme trouvent toujours des voies pour faire leurs opérations. C'est une injustice profonde.

B. Une économie écologique de marché

La droite, je le disais, doit aussi répondre aux défis écologiques de ce siècle. Nous devons, à droite, porter une espérance de croissance économique par plus de liberté, seule source de la croissance. Développer une économie écologique de marché, comme il y a eu une économie sociale du marché. Montrer que l'espérance écologique la plus rationnelle est à droite.

Il nous faut ainsi casser une légende urbaine qui voudrait que l'écologie soit par essence de gauche. Regardez Waechter, Dumont, de Gaulle – on lui doit la grande loi sur l'eau de 1964, première transcription en droit dans le monde du principe pollueur-payeur. Le premier ministre de l'écologie a été nommé par le président Pompidou. Les dernières grandes avancées de l'écologie, c'est le Grenelle de l'environnement avec Nicolas Sarkozy et François Fillon.

Trois axes permettent de relever les défis du réchauffement climatique, des particules fines et de la biodiversité.

Il s'agit de dire et démontrer que le droit, l'innovation et l'investissement vont nous permettre de relever ces défis.

Tout d'abord, un véritable droit international, pour une réciprocité normative environnementale qui empêche la destruction des filières locales – ce qui est vrai pour l'automobile et pour beaucoup d'autres secteurs, notamment en agriculture. D'où la nécessité d'avoir du droit, des normes simples, claires, mondiales, pour éviter les distorsions de concurrence environnementales. Puis beaucoup d'innovations pour décarboner l'activité. Troisième point, ces moyens nécessitent des capitaux colossaux, donc de la croissance. La croissance sauvera la planète. Une croissance différente, une croissance décarbonée. Il nous faut une puissance capitaliste capable d'investir dans la science. Il faut que les entreprises gagnent de l'argent en sauvant la planète. C'est bien plus puissant que toutes les injonctions morales. L'écologie n'est pas un combat moral. Je ne connais personne qui voudrait sciemment détruire la planète. C'est un combat de moyens, moyens juridiques, moyens scientifiques et moyens financiers pour investir.

Ce projet d'économie écologique de marché doit être porté de façon positive et volontariste par la droite pour redonner à nos jeunes de l'espoir. Leur dire : « Ne soyez pas déprimés, nous relèverons ce défi, nous allons investir, nous allons innover ! » Bien sûr, il faut être sobre sur certaines ressources qui manquent dans l'immédiat. Mais l'essentiel est dans la mobilisation juridique, scientifique et entrepreneuriale.

C. Restaurer le régalien

Je crois à la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Or, disposer d'elle-même pour une nation, c'est contrôler son peuplement, contrôler ses migrations, contrôler sa sécurité. C'est une évidence absolue. Depuis cinq ans, les violences sur les personnes ont augmenté de 54 %, statistique du ministère de l'Intérieur. Les homicides diminuaient structurellement depuis la fin du Moyen-Âge. Ils augmentent depuis douze ans en France, avec une hausse de 15 % depuis cinq ans. C'est un phénomène de société. Ce problème ne peut être résolu que par des moyens et par la responsabilité individuelle. Toute politique pénale qui parle de responsabilité collective est un leurre. La responsabilité collective n'existe pas et la punition collective ne doit pas exister. Aujourd'hui, nous sommes nous, parfois, punis collectivement pour les actes des autres quand nous en assumons la charge par nos impôts.

D. Une ambition culturelle commune qui transcende les identités particulières

Voilà ce que devrait être un discours de droite : une espérance de concorde et une nation unie par la justice, base de toute bonne politique, par la croissance économique et par une ambition écologique. Une société qui se ressoude, qui assume son passé, qui assume un récit national et qui se projette vers l'avenir – c'est ainsi que Renan définit la nation. C'est aussi le partage d'un patrimoine et d'un destin communs. L'un ne va pas sans l'autre. Pour cela il faut une politique culturelle ambitieuse, faire du

patrimoine culturel un élément qui transcende le renfermement identitaire, un des plus graves problèmes de notre époque de même que ce sectarisme absolu, que l'on retrouve dans le wokisme devenu tyrannique dans nos universités, dans certains médias, dans certaines entreprises, dans les milieux artistiques, dans la culture, dans les cahiers des charges de la commande culturelle publique. On ne cherche plus la poésie d'une œuvre, son intégrité artistique mais pour être subventionné, vous devez vous inscrire dans les quotas identitaires du wokisme. C'est effrayant. C'est la remise en cause de l'universalité de l'être humain. Il convient donc de porter une ambition culturelle et d'instruction publique commune. Ne pas avoir peur de porter un combat culturel dans tous les sens du terme. Affronter le racialisme, cette idéologie mortifère qui enferme les gens dans leur origine ou leur couleur de peau. Bien sûr, cela n'empêche pas parallèlement de bien rappeler les chantiers prioritaires : le numérique, l'environnement, l'économique, le sécuritaire, le culturel, l'instruction. Ce sont les grands thèmes que nous devons développer pour avoir une ambition collective qui génère la concorde nationale. Rappeler que c'est cette culture qui va nous porter vers le haut, puisqu'il y a bien une culture française, et pour cela pas besoin d'être Français de souche : « je n'ai pas une goutte de sang français mais la France coule dans mes veines », comme disait Romain Gary. La culture française, c'est aussi Cioran. La culture française, il suffit de se l'approprier, de l'aimer, de la défendre et de la projeter.

E. La dignité humaine

C'est ce qui est grand dans l'universalisme républicain et qui renvoie à cette notion de dignité, comme le rappelle la sociologue Nathalie Heinich que j'ai rencontrée récemment, dignité qui est au cœur du processus crucial et complexe par lequel une société donnée distribue à ses membres une valeur qui leur devient personnelle. Ce besoin de reconnaissance est un sentiment très profond. La droite doit porter un discours concernant ce besoin de reconnaissance par le mérite, par le travail, par la récompense, par la liberté. Nathalie Heinich observe à quel point ce mot de « dignité », qui était jadis le signe éclatant d'une hiérarchie sociale, s'est progressivement et radicalement démocratisé depuis les Lumières.

Cette valeur de la dignité a été admirablement définie par Paul Ricoeur : « quelque chose est dû à l'être humain du fait qu'il est humain »³. Cette idée est déjà au centre de la philosophie stoïcienne comme du message évangélique, notamment chez saint Matthieu. Elle est inscrite au cœur de l'article premier de la Déclaration universelle de 1948 qui sanctionne l'accomplissement de cette évolution sémantique : « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit ». Voilà ce qui devrait faire réfléchir les partisans de la discrimination positive et les autres communautaristes. Cette notion est également au cœur des théories du contrat social, matrice philosophique des droits de l'homme. La première des

3. « Pour l'être humain du seul fait qu'il est humain », dans Raymond (de), Jean-François (dir.), *Les enjeux des droits de l'homme*, Paris, Larousse, 1988, p. 235-236.

libertés, la dignité, consiste à disposer librement de son corps et de son prolongement par le travail. La propriété est la justification anthropologique de ce droit inviolable et sacré. L'avenir de la droite est de défendre la propriété, condition non seulement de la prospérité, mais aussi de la liberté et de la justice. Voilà pourquoi les entreprises de collectivisation ont toutes débouché sur la contrainte par corps et souvent par le massacre des corps. Ce grand combat pour la dignité se décline sur plusieurs plans, tous étroitement connectés.

Pour commencer, dignité démocratique : être représenté et considéré par des représentants dont on se sent proche. Dignité sociale : vivre de son travail, non de la manne paternaliste de l'État – ce paternalisme de l'État m'indispose énormément. Dignité culturelle par le respect du patrimoine matériel et immatériel du pays et par la capacité de chaque individu de s'émanciper par une instruction de qualité partout et pour tous. Dignité personnelle, c'est-à-dire vivre en liberté et en sécurité et décider de sa destinée. Dignité nationale, c'est-à-dire redevenir une nation respectée dans le monde, une nation qui fait des efforts, qui se désendette et qui exporte, une nation qui se ressaisit et comprend qu'on ne peut pas faire la leçon au monde quand on dépend du monde dans les comptes publics et dans le commerce extérieur. En somme, une France de la dignité retrouvée – à la place d'une France du déclassement et du désespoir qu'on nous propose trop souvent.

* * *

Cette nouvelle France est celle du credo de mon parti « Nouvelle Énergie ». Je m'inscris dans une droite classique. René Rémond avait identifié trois droites : orléaniste, légitimiste et bonapartiste. Je pense qu'on peut tout à fait dans le prolongement assumer au XXI^e siècle, à droite, un triple héritage de libéralisme, de démocratie chrétienne et de gaullisme.

Il y a trois valeurs théologiques universelles : la charité, l'espérance et la foi. Je crois que nous devons retrouver ces trois valeurs dans l'action publique, d'une façon qui ne soit pas religieuse, puisqu'il faut séparer le religieux du politique.

Je parlerai ainsi de foi dans la France. Si on n'a pas cette foi, ce n'est pas la peine de s'inscrire dans le champ de la démocratie nationale. L'espérance, c'est celle de la liberté et de la responsabilité. Enfin la dignité relève de la charité, de l'amour que l'on porte aux autres, des êtres libres qu'on doit aider quand ils sont en difficulté, par la subsidiarité – notion essentielle de la démocratie chrétienne, du thomisme, mais aussi de la République de Genève, qui concilie liberté, responsabilité et dignité. Pour toutes ces raisons, j'invite chacun à rejoindre « Nouvelle Énergie » dont le credo est le suivant : « Nous sommes passionnément attachés à la liberté, valeur émancipatrice des individus et force créatrice, source de prospérité. Nous sommes farouchement déterminés à recréer une société de la responsabilité, corollaire de la liberté, source d'efficacité comme de conscience. Nous sommes résolument prêts à restaurer l'autorité de l'État pour assurer la

justice et la sécurité partout et pour tous sur le territoire national. Nous sommes méthodiquement artisans de la performance publique et en lutte contre la bureaucratie, notamment de l'État qui doit être recentré sur ses missions essentielles. Nous sommes définitivement favorables aux libres initiatives privées locales, source de progrès, de création, de croissance et d'emploi. Nous sommes radicalement opposés au racialisme, à l'indigénisme, au wokisme, fruits d'un déconstructionnisme qui conduit au nihilisme et à la tyrannie. Nous sommes catégoriquement promoteurs de la souveraineté et de l'indépendance de la France par une ambition industrielle, scientifique et numérique au sein d'une Europe à réformer pour l'utiliser comme un levier de puissance dans le monde. Nous sommes volontairement tournés vers l'avenir, confiants dans les entreprises, l'innovation, la créativité française et notre capacité à répondre à l'enjeu écologique comme à tous nos défis mondiaux et nationaux. Nous sommes viscéralement soucieux de l'unité nationale par la reconnaissance du mérite et du travail, la maîtrise de l'immigration et l'assimilation, le respect de notre histoire, la préservation de nos paysages, la valorisation de notre géographie, l'instruction, le renouveau éducatif pour l'émancipation individuelle et la concorde nationale. Plus que tout, nous croyons en la France, en sa culture, sa continuité et son universalisme républicain que nous désirons assurer en assumant un projet moderne, enraciné, ouvert et tourné vers une nouvelle espérance. »

* *
* *

Questions de la salle

Josette Guéniau⁴ : *Vous avez évoqué beaucoup de sujets. Mais il y a un domaine actuellement en crise et que vous n'avez pas évoqué : le système de santé français. Que proposez-vous ?*

David Lisnard : Nous travaillons sur la santé, avec plusieurs experts, y compris avec l'Institut Santé. Je lis aussi, bien sûr, avec appétence, ce que peut produire l'Institut Sapiens. Le système de santé français, j'en ai découvert l'absurdité en tant que patient ; j'ai connu ses difficultés en tant que maire ; et j'ai fait aussi l'expérience de ses incongruités comme père. En effet, un de nos enfants souhaitait faire médecine et, à cette occasion, j'ai pu me familiariser avec tout le système des « écuries » et avec l'hypocrisie avec laquelle on a remplacé le *numerus clausus* par le *numerus apertus*. En réalité, on n'a pas réussi à oxygéner la formation médicale en l'ouvrant au tutorat

4. Directrice de l'Observatoire Santé et Innovation de l'Institut Sapiens.

et à l'accompagnement pour l'hospitalisation privée et la médecine libérale. On en est resté à un système extrêmement hospitalo-centré et focalisé sur le public, ce qui fait que le *numerus apertus* ressemble fort, en fait, au *numerus clausus*. En conséquence, la première décision qu'il faudrait prendre serait d'ouvrir immédiatement et pleinement la formation et d'éviter ainsi que nos gamins partent en Roumanie, en Allemagne, en Espagne, d'autant qu'ils n'en reviennent pas tous. Cela nous permettrait de sortir effectivement du caractère corporatiste de l'univers médical.

Ensuite, je pense que la décision récente de donner la capacité aux pharmaciens de prescrire des vaccins pour certaines pathologies, comme la grippe, est une bonne décision. L'Ordre des médecins y est certes défavorable, mais enfin, un pharmacien a tout de même un niveau de bac + 7 et on dispose d'un bon réseau de pharmacies en France. Par ailleurs, les mêmes s'opposaient déjà à la vaccination par les pharmaciens et, on l'a vu, cela n'a pas créé de troubles. Il s'agit donc, là aussi, de décroïsonner et de débureaucratiser. Par ailleurs, on doit adopter une politique en matière de dépense de santé. On a actuellement un faux marché de la santé, c'est-à-dire qu'on collectivise la dépense. Il faut absolument parvenir à la maîtriser à travers un ministère de la Santé qui devrait être réellement une agence de fourniture et veiller, par subsidiarité, à ce que tous les biens médicaux soient disponibles. Enfin, il faut mener une véritable politique de la santé, à travers la prévention par le sport, l'alimentation, etc., et non pas simplement une politique centrée

sur les soins. Les pays qui sont les plus performants en matière de politique de la santé, et non pas simplement en politique de soins, y consacrent moins que nous en termes de pourcentage de PIB – je rappelle, de mémoire, que nous atteignons près de 12,5 % du PIB pour les dépenses de santé – et ils ont pourtant souvent un système plus efficace.

Je terminerai justement sur ce paradoxe, qui n'en est pas un : l'hôpital n'a jamais coûté aussi cher et il n'y a par contre jamais eu aussi peu de soignants au contact des patients. Je préside actuellement le conseil de surveillance d'un hôpital qui est, je crois, un hôpital bien tenu. Mais malgré tout, comme dans tous les autres hôpitaux, on compte plus de 30 % de postes administratifs, là où la moyenne européenne est à 23 %, l'Allemagne et la Suède à 24 %. Vous avez donc un hôpital qui coûte plus cher et qui soigne moins. La même chose est vraie pour la police et la plupart des services publics. On en revient à ce nœud gordien qui est celui de la performance publique, qui fait que nous avons, au moment où je vous parle, 21 % des urgences en France qui n'assurent pas une continuité de service, ce qui était impensable il y a dix ans. Le service public, par définition, représente la continuité et l'universalité. Donc, notre système de santé ne pourra connaître de renouveau qu'en ayant un peu plus de pragmatisme au niveau local, en s'appuyant sur les infirmiers de pratique avancée, plus qu'aujourd'hui, en s'appuyant plus sur les pharmaciens et en redonnant leur pouvoir central aux médecins de ville, aux médecins libéraux. Cela nous permettra d'affronter la catastrophe

démographique qui est devant nous avec les départs à la retraite et de pratiquer un véritable *numerus apertus* pour ouvrir la formation médicale, le tutorat et l'accompagnement à tous les médecins et à tous les praticiens, et non pas simplement aux hospitaliers publics.

Jean-Claude Allard⁵ : *Vous avez dit qu'il fallait rendre la fierté d'être français aux Français. Tout le monde sera d'accord. Mais comment analysez-vous, dans ce cadre, les tendances actuelles, dans les institutions européennes, ou internationales comme l'ONU, à critiquer ce qu'on peut appeler le modèle républicain français? Comment peut-on d'abord se renforcer en France pour défendre ce modèle auprès de toutes ces institutions?*

David Lisnard : C'est une vaste question. D'abord, notre capacité à maîtriser notre destin, nos valeurs et nos principes dépend de notre puissance. Cela veut dire qu'il faut retrouver une puissance économique et industrielle pour compter à nouveau à l'échelle mondiale. Tant que nous aurons une telle dette publique détenue en grande partie par des étrangers et un tel déficit commercial, on aura du mal à peser. Il faut donc, déjà, absolument préserver nos avantages relatifs qui sont, sur le plan diplomatique, notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il ne faut surtout pas partager, ainsi que notre dissuasion nucléaire, qu'il faut préserver et régénérer. Il y a eu des décisions positives récentes, à ce sujet, dans la loi d'orien-

5. Directeur de recherche à l'IRIS, Général S2.

tation militaire. Il faudrait qu'elles se traduisent en réalités budgétaires sur la durée. Il faudrait aussi qu'on revoie la question du spatial militaire. Ensuite, il est certain qu'il faut s'occuper des instances internationales. Sur ce point, je ne suis vraiment pas sûr que la suppression du corps diplomatique ait été une bonne décision. Je pense que l'on a besoin de professionnels de la diplomatie, et j'espère ne heurter personne en disant qu'il est tout de même assez étonnant que les deux corps de l'État qui ont été supprimés comptassent parmi les plus opérationnels, c'est-à-dire la diplomatie et le corps préfectoral ! J'y vois une expression de ce que d'aucuns pourraient appeler « l'État profond », c'est-à-dire l'Inspection des finances. Je salue tous les inspecteurs des finances, à qui j'exprime ici mon admiration, mais j'ai pu constater qu'il y avait, sur ce point, une petite compétition malsaine au sein de l'État.

J'ai échangé avec un certain nombre d'amis qui connaissent mieux que moi les institutions européennes et qui ont été souvent de fantastiques parlementaires européens, comme François-Xavier Bellamy, Arnaud Danjean, ou encore avec François David, l'ancien patron de la Coface. Tous me confirment que la France, depuis des années, délaisse les institutions européennes et n'y place pas suffisamment de personnes compétentes, tandis que les autres pays le font. Ils y mènent aussi un combat culturel. Je crois que tout n'est pas perdu à ce sujet, heureusement. Le modèle français et cette notion de laïcité, qui est totalement incomprise dans le monde anglo-saxon, sont en réalité extrêmement porteurs d'avenir. Heureusement,

les « wokistes », dans leur délire, nous aident à avoir raison ! Ce qui me rend optimiste, dans le champ économique, c'est de voir l'effondrement de l'*affectio societatis*, de l'amour pour des entreprises comme Walt Disney ou la baisse en nombre d'abonnés de Netflix, dont les raisons sont clairement identifiées. Walt Disney est tombé dans la tyrannie wokiste ! Pour la dernière version de Blanche-Neige, Disney nous a expliqué sans honte que travaillant avec « la communauté des gens de petite taille », il n'y aurait plus de nains dans la prochaine version de Blanche-Neige et qu'ils seraient remplacés par des créatures magiques. Par ailleurs, Blanche-Neige ne serait plus réveillée par un prince charmant, parce que cela renvoie à la domination patriarcale, hétéronormée, absolument insoutenable, mais par je ne sais plus quel moyen... Tout cela, heureusement, agace ! Il y a, il faut le souligner, une grande différence entre le wokisme et le communisme d'antan : les communistes avaient un État, l'Union soviétique ou, sous une autre acception, la Chine maoïste, tandis que le wokisme repose sur tout autre chose. Il existe des entreprises capitalistes qui sont totalement dans le wokisme. Il y a une force marketing du racialisme et du wokisme : donc, il faut vraiment contrer cela. Ce qui est en train de se passer à ce sujet est très important. Walt Disney, qui était l'entreprise préférée de la population mondiale, est désormais classée parmi les cinq entreprises les plus détestées. Même Netflix, qui avait un avenir très prometteur, peut aujourd'hui être rachetée par Apple très facilement. La trésorerie d'Apple représente dix fois le chiffre d'affaires de Netflix, et Netflix est en train de baisser en nombre d'abonnés.

Comme toujours, on n'arrivera jamais à convaincre les plus extrémistes. En revanche, il faut absolument démontrer que la lutte contre les discriminations est vraiment importante, que le racisme est une abjection, mais que ce qui protège de la discrimination et du racisme, ce sont les valeurs de l'universalisme. C'est de considérer qu'un individu n'est pas que femme ou homme, trans, vieux ou jeune, blanc ou noir, qu'il s'agit d'un élément de son identité parmi d'autres. Il convient de rappeler que la société occidentale était certes esclavagiste, comme les autres, comme toutes les sociétés qui ont été dominantes à un moment donné, que ce soit en Asie ou en Afrique. Mais que cette même société occidentale a aussi été la première société qui a prohibé l'esclavage au nom de considérations morales et que les réglementations et les législations les plus protectrices des minorités, de mœurs ou ethniques, se trouvent dans nos sociétés. Et, enfin, que nos valeurs républicaines, françaises, sont la principale garantie de protection de ceux qui pourraient être, de façon insoutenable, disqualifiés ou violentés pour leurs origines, leurs croyances ou leurs mœurs.

François Belley ⁶ : *Ma question est la suivante : vous avez déclaré le 21 juin dernier sur BFMTV vouloir « sortir des séquences de communication »* ⁷. *En tant que communicant, je trouve cette idée à rebours particulièrement intéressante. Est-ce que vous pourriez expliciter*

6. Publicitaire, auteur de la note « L'homme politique face au diktat de la com » pour l'Institut Diderot : <https://www.institutediderot.fr/les-publications-de-linstitut-diderot/lhomme-politique-face-aux-diktats-de-la-com/>

cette stratégie à contre-courant, à l'heure où, justement, l'homme politique n'a de cesse que de vouloir créer des séquences de communication ?

David Lisnard : La communication – les Romains l'avaient très bien compris – est consubstantielle à la vie publique. Je l'ai appris par expérience, parce que j'ai eu la chance de rencontrer des personnalités fortes comme Jacques Péliissard ⁸ d'abord, puis Bernard Brochand, auteur du *Publicitor* ⁹. Donc, il ne s'agit pas du tout, pour moi, de mépriser la communication. Comme disait Victor Hugo, « la forme, c'est le fond qui remonte à la surface » ! Le problème, en revanche, c'est lorsque la communication devient la finalité, et non plus une modalité ; quand elle est la définition de la vie publique. C'est lorsque vous avez des ministres ou un président de la République qui se lèvent le matin non pas pour régler un problème ou évaluer une décision qu'on a prise, puis informer et expliquer, mais se demandent d'abord : « qu'est-ce qu'il y a eu sur les réseaux ou dans la presse qui nous tombe dessus ? ». Puis réfléchissent sur ce qu'ils vont faire comme séquence. J'ai utilisé ce terme à dessein, car il revient tout le temps : c'est la séquence du spectateur. C'est une fiction, c'est du théâtre d'ombres ! Par exemple,

7. Émission *Face à Face* : David Lisnard, 21 juin 2023 à 8 h 35, par Apolline de Malherbe. Voir https://www.bfmtv.com/replay-emissions/l-interview/face-a-face-david-lisnard-21-06_VN-202306210273.html.

8. Membre du parti Les Républicains, ancien président de l'Association des maires de France entre 2004-2014.

9. Membre du parti Les Républicains, maire de Cannes de 2001 à 2014. Il est coauteur avec Jacques Lendrevie du livre *Publicitor* (Paris, Dalloz, 1992) et *Le nouveau Publicitor* (Paris, Dalloz, 2001).

cela consiste à dire : « regardez, tel institut de sondage dit qu'il y a un besoin d'autorité. Très bien! Donc, je vais aller sur tel sous-marin, au milieu des militaires, cela me fera une belle séquence avec une photo. Et je martèlerai : l'ordre, l'ordre, l'ordre!» Puis on passe à autre chose. Ça, c'est insupportable, parce que cela amplifie la crise civique.

Bien sûr, il faut communiquer. Quand un politique n'est pas au pouvoir, ses seules armes sont le mot, la parole et l'image. Mais il me semble qu'il faut développer une forme d'hygiène démocratique, qui repose sur le principe selon lequel la finalité renvoie à l'action et au but qu'on s'est donné. Sur le plan national, c'est toujours compliqué, parce qu'il y a sans cesse des intermédiations. Sur le plan local, on y arrive très bien. On peut facilement expliquer les choses au jour le jour : « je vous avais annoncé que j'allais réaliser tel équipement, mais cela va plus vite que prévu, c'est moins cher que prévu, ou au contraire, c'est plus lent et plus cher, pour telle raison ». La politique consiste à rendre des comptes. Il faut toujours avoir à l'esprit qu'on est mandaté, qu'on est un habitant parmi les autres et mandaté par les autres. Dès qu'on s'écarte de ces principes en succombant à une tentation de césarisme on fait du paternalisme, on prend les gens pour des enfants, et on en finit par ne plus faire que de la communication.

Pour moi, la communication n'est donc pertinente que lorsqu'elle est réfléchie dès la conception d'une action. Elle n'arrive pas après. Il n'y a pas d'action, même au

niveau local, où l'on ne doit pas se préoccuper tout de suite du communiqué de presse que l'on va faire et de l'image de l'action que l'on va donner, parce que cela permet de résumer et condenser l'action. Une bonne communication contribue à l'efficacité d'une politique publique. Mais généralement, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Par exemple, tel fait divers ou tel drame a lieu, disons, un acte terroriste : vous allez avoir un énième discours martial, où l'on va vous dire que les valeurs de la république l'emporteront et que jamais nous ne céderons face à l'abjection et à la barbarie. Mais cela passe très vite et, dès le lendemain, ce sera la semaine du « plan eau ». Le président nous déclarera alors qu'il « va réaliser des milliers de projets d'utilisation des eaux usées ». Alors même que ce n'est pas du ressort de l'exécutif. S'il avait été honnête, il aurait déclaré : « je vais arrêter de bloquer les 1 200 projets locaux qui sont actuellement bloqués par les ARS (Agence Régionale de Santé) qui contredisent les DREAL (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). » Car c'est ça la réalité ! Donc, il me semble que cette manière de se dire sans cesse : « Tiens, c'est dimanche ! On va faire la une du *Journal du dimanche* sur tel thème. On devrait se déguiser, tel jour en aviateur, tel autre en vaccinateur » est extrêmement pernicieuse. Je n'exagère pas, je vous rappelle cette une du *Journal du dimanche* : « Le vaccinateur en chef », où l'on pouvait voir le président en blouse blanche, alors même qu'on était au moment où il n'y avait pas de doses de vaccin. C'était en décembre 2020 ou janvier 2021. Les gens ne pouvaient pas se faire vacciner et nous appelaient pour

nous dire qu'ils avaient pourtant entendu le président dire qu'il fallait vacciner « matin, midi et soir ». Et nous, élus locaux, devions alors leur expliquer qu'il fallait respecter un schéma d'organisation nationale, où seuls les établissements référents pouvaient accepter les doses de vaccins et que, alors même que nous disposions d'un hypercongélateur à Cannes, nous ne comptions pas parmi les établissements référents, parce que les établissements référents devaient être universitaires... Pour conclure, donc, je pense que la communication peut tuer la représentation, si elle n'est pas insérée d'emblée dans la conception de la politique publique.

André Comte-Sponville : *Vous avez noté, à juste titre, que la droite, aujourd'hui, était sociologiquement ou culturellement majoritaire, mais qu'elle n'arrivait pas à devenir politiquement majoritaire. Vous avez sans doute raison, et je proposerais volontiers une explication à ce paradoxe : c'est l'importance prise par le Rassemblement national. Ma question est donc la suivante : est-ce que le principal problème de la droite française, aujourd'hui, ce n'est pas, non plus la gauche, mais l'extrême droite, le Rassemblement national? Un peu comme, dans les années 1950-1960, le principal problème de la gauche, c'était le Parti communiste... Comme vous le savez, la gauche s'en est sortie par l'union des gauches, laquelle s'est avérée déclencher le déclin du Parti communiste. D'où ma question : pour résoudre le problème qu'est l'existence du Rassemblement national et de sa force exorbitante, que proposez-vous? Une union des droites,*

sur le modèle de l'union des gauches du temps de Mitterrand, ou bien, au contraire, le maintien du cordon sanitaire? Bref, comment la droite républicaine doit-elle gérer le problème redoutable (pour elle comme pour la France) qu'est le Rassemblement national?

David Lisnard : La question est en effet fondamentale dans les circonstances actuelles. Je vais essayer d'y répondre à la fois par des principes, des considérations tactiques et des comparaisons. Je préciserai, pour commencer, que le même problème se pose à gauche aujourd'hui, de façon encore plus grave, parce que la gauche, de fait, est totalement inexistante. On a vu combien la voix de Bernard Cazeneuve a du mal à se faire entendre. Concernant le Rassemblement national, vous avez complètement raison. C'est, aujourd'hui, le premier parti de France, et il est en tête dans les intentions de vote à la présidentielle comme pour les législatives. Si une motion de censure était adoptée et qu'il y avait une dissolution (et je ne vois pas comment il pourrait en être autrement à terme), il y a des probabilités très fortes pour que le RN en sorte vainqueur. Je refuse, pour ma part, la facilité de la condamnation morale à son sujet. Je pense que la condamnation morale du Rassemblement national n'est pas justifiée dans la plupart des cas, et qu'en plus, elle n'est pas opérationnelle, c'est-à-dire qu'elle ne fait qu'alimenter le parti. Dans la sociologie électorale du Rassemblement national, ce qui fondait la condamnation morale du Front national est devenu marginal dans les intentions de vote. Ce n'est pas pour cela qu'il ne peut pas y avoir des dérives s'il venait au

pouvoir. Je n'y crois pas beaucoup, y compris du fait de la personnalité de Marine Le Pen, qui est plutôt une épicurienne. Et ce n'est pas forcément péjoratif. Quant à la question d'une alliance, je vous répondrai d'un point de vue tactique : pour faire une alliance, il faut être fort. François Mitterrand a proposé son programme commun à un moment où il était en situation de force. Le Parti communiste était certes considéré comme puissant, mais il était fragile dans les intentions de vote sur la présidentielle. Mitterrand avait parfaitement compris les mécanismes de la Cinquième République et de l'incarnation présidentielle. Il avait écrit *Le coup d'État permanent* et en avait très bien compris la matrice. Mitterrand, après les échecs réitérés de la gauche de Mendès, est parvenu à faire un programme commun dont il était en réalité le seul leader. Il savait pertinemment que Georges Marchais serait derrière lui. Il a donc réalisé une OPA extraordinaire. Or, actuellement, dans la droite classique, personne n'est capable de faire une OPA sur le RN. Ce serait plutôt l'inverse : c'est le Rassemblement national qui tente de faire l'acquisition de la droite classique. Vous ne faites donc ce type d'alliance que si vous êtes en mesure de l'emporter. Voilà une considération, purement tactique, sans évoquer donc des questions de morale.

Mais, par ailleurs, au plan politique, la morale et la cohérence comptent aussi. Gagner n'est qu'un moyen, ce n'est pas une fin en soi. Je crois, de façon peut-être naïve, que l'on n'arrivera à gagner, c'est-à-dire à convaincre des électeurs qui sont à gauche, des électeurs qui sont au centre, des électeurs qui sont au RN, des électeurs qui sont chez

Éric Zemmour, des citoyens qui ne votent plus, que si l'on retrouve de la crédibilité sur un corpus clair. Ce qui a fait partir beaucoup d'électeurs vers Emmanuel Macron, Marine Le Pen ou Éric Zemmour, ce ne sont pas tellement les positions de la droite, mais simplement cette incapacité à les incarner de manière crédible. Il faut donc travailler à définir un corpus et des principes. Il faut que les citoyens se disent que si tel ou tel est au pouvoir, on sait qu'il sera en phase avec nos principes. C'est pour ça que j'ai beaucoup insisté sur les valeurs et les principes. Je crois à la force de la conviction. Je pense que, dans ce moment d'agrégation ou de cristallisation que sont les élections nationales, on peut être beaucoup plus puissant et beaucoup plus fort que des mouvements qui sont, somme toute, très ambigus. Le Rassemblement national, aujourd'hui, est souvent très ambigu. Quelle est la position du Rassemblement national sur l'Europe? Je mets au défi quiconque de me la donner. Monsieur Bardella a beaucoup de talent, il est brillant, il ne fait jamais de fautes, mais pour dire quoi? Donc, s'il s'agit juste d'adopter à nouveau une espèce de démarche politique de conquête du pouvoir, cela ne m'intéresse pas. Si je voulais être au pouvoir, je serais allé avec Emmanuel Macron. Par ailleurs, je ne pense pas qu'on puisse tromper le peuple en lui expliquant qu'il aura la retraite à 60 ans et que, si on arrive à taxer un peu plus les riches et à couper le robinet de l'immigration, la France deviendra soudain une corne d'abondance publique. Je trouve que le Rassemblement national est souvent social-étatiste et, parfois, social-nationaliste. Personnellement, je ne me retrouve pas là-dedans. Je pense que l'offre politique

que doit proposer la droite classique ne relève pas d'une différence de degré, mais de nature, vis-à-vis d'une vie politique qui s'organise aujourd'hui sur des éléments dialectiques qui me paraissent dangereux, dont le nationalisme contre le mondialisme. Le clivage utile est ailleurs.

Il me semble que le problème du pays, aujourd'hui, c'est le social-étatisme qui génère déclin et impuissance publique. Et personne ne dit, à part certains de la droite classique, qu'il faut une franche rupture avec le social-étatisme. Il faut en finir avec le social-étatisme et le Rassemblement national est un avatar et une dernière déclinaison de ce système d'assistanat. C'est provocateur ce que je dis, mais je le crois profondément. Il me semble qu'aujourd'hui, nous sommes un peuple qui a la maturité nécessaire pour l'entendre, en tout cas, chez une majorité de citoyens. Il faut s'adresser à eux, notamment les personnes des classes populaires. Ce que veulent les personnes les plus pauvres, les personnes qui travaillent et qui votent aujourd'hui majoritairement pour le Rassemblement national, c'est que les enfants puissent avoir un espoir et être en sécurité ! Ce qu'il faut donc régler avant tout, c'est le problème régalien, et je pense qu'à droite, nous avons tout pour le régler. Ceux qui sont allés chez Zemmour veulent maîtriser l'évolution civilisationnelle : il y a un vrai problème d'immigration ; il faut couper le robinet à l'immigration, mais sans dire « immigration zéro », car cela n'aurait aucun sens. Il faut, par contre, maîtriser le peuplement. Ce que d'autres veulent, c'est la reconnaissance de l'effort et du mérite. Or ce n'est pas le Rassemblement national qui va régler ce problème fondamental

de la France, qui est celui de la différence entre ce que je paie quand je suis patron et ce que je touche en net quand je suis salarié (entre deux et deux fois et demie selon les dispositions d'exonération), ce qui est le problème majeur de la France. Il faut s'attaquer à un système social qui enferme dans la pauvreté. Je pourrais vous citer une multitude d'exemples, qui s'élèvent en milliards d'euros, d'absurdités du système social. C'est pour cela qu'il faudrait une allocation sociale unique, avec des critères et un seul guichet qui les gère, car actuellement, cela relève du grand n'importe quoi : 31 à 32 % du PIB y sont engloutis ! Enfin, ce que la plupart des personnes veulent, par-dessus tout, c'est la dignité. La dignité passe par celle des enfants. On accepte tout dans la vie, sauf l'injustice faite à nos enfants. Or il est dramatique qu'aujourd'hui, on ne soit pas en mesure de proposer une espérance à nos enfants, qu'on ne soit pas en mesure de leur proposer une instruction publique de qualité. Chez les Français des classes moyennes, des classes supérieures, chez les enseignants même, s'ils habitent dans un quartier populaire, ne respectant la carte scolaire. Les gens qui votent Rassemblement national le savent bien. Je le sais très bien aussi : tout le monde contourne la carte scolaire. Je crois donc profondément que l'union des droites ne pourrait pas fonctionner électoralement, parce qu'il y a une différence de nature entre nos mouvements et parce que cela se ferait au profit d'une approche qui n'est pas la mienne. Je défends mes convictions parce que je crois que ce sont les meilleures pour le pays.

Autre argument, je crois qu'on ne peut pas comparer l'enjeu aujourd'hui de la droite avec ce qu'a fait à gauche François Mitterrand, mais plutôt avec ce qui s'est fait récemment avec la NUPES. Il suffit de regarder l'état du Parti socialiste aujourd'hui. Il y a eu l'union des gauches, avec la NUPES, au profit de ceux qui braillent le plus fort à l'Assemblée, qui remettent en cause de principes fondamentaux au nom du clientélisme – on l'a vu avec l'histoire de l'abaya, cette espèce d'inversion complète des valeurs, cette espèce de féminisme inversé où l'on dit qu'on a droit de s'habiller comme on veut. Non, on ne peut pas s'habiller comme on veut à l'école, on ne peut pas arriver par exemple déguisé en Waffen-SS : ce n'est pas possible, on ne fait pas ce qu'on veut à l'école ! Il y a une dynamique islamiste aujourd'hui, avec des gens qui sont en train de pervertir beaucoup de musulmans. Moi, je dis souvent que beaucoup d'immigrés devraient voter à droite. Une majorité d'entre eux sont des gens qui bossent et qui sont venus en France pour de bonnes raisons. Ils sont venus parce qu'ils étaient opprimés chez eux ou qu'ils étaient pauvres. Ils sont venus dans les années 1950-1960 pour travailler. Il n'y a que les gens déconnectés qui pensent que dire qu'il faut limiter l'immigration est un discours contre les personnes issues de l'immigration. Il y a plein d'immigrés, d'origine du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, qui me disent eux-mêmes qu'il faut couper les flux migratoires venus de ces régions. Ils nous disent que nous avons raison, que c'est un grand n'importe quoi aujourd'hui, et que la France doit être respectée. C'est pour ça que je suis encore un peu optimiste. Donc, je le répète, on ne va pas aujourd'hui faire une

alliance des droites qui serait une sorte de machin de politiciens, et qui serait inefficace électoralement. Aujourd'hui, est-ce que le Rassemblement national est d'accord avec moi pour supprimer la carte scolaire? Est-ce qu'il est d'accord avec moi pour la retraite par capitalisation collective obligatoire? Voilà mes questions.

Alireza Khalili¹⁰ : *Est-ce que pour vous, si l'on prend en compte la montée en puissance de l'Organisation de Coopération de Shanghai, l'élargissement des BRICS, et j'en passe, il y a aujourd'hui une différence entre la droite et la gauche française en ce qui concerne les lignes directrices de la politique étrangère française?*

David Lisnard : Je vous avoue ne pas pouvoir répondre, parce que je ne connais pas la doctrine de la gauche en matière de politique étrangère. Je ne voudrais pas dire de bêtise ou être injuste! Je ne sais pas si c'est Hubert Védrine ou Jean-Luc Mélenchon qui la définit...

Michel Hannoun¹¹ : *J'aurais une remarque et une question. La remarque concerne l'évolution de l'hôpital : quand on se veut de droite, je pense que vous pourriez proposer l'évolution du statut vers le contrat. Cela pourrait être efficace... Voilà ma question de fond : vous avez*

10. Président du Centre Franco-Iranien, directeur du cabinet de l'Ambassadeur de l'Iran en France, professeur de géopolitique dans l'enseignement supérieur.

11. Médecin gynécologue et obstétricien, député honoraire.

dit que tout se ne réduisait pas à la politique mais, tout de même, pour que tout ce que vous avez évoqué puisse se traduire en actes, encore faut-il accéder à la magistrature suprême. La campagne présidentielle est-elle une élection municipale et une campagne municipale en grand ? C'est au président des maires de France que je pose la question. Est-ce que c'est le programme qui doit être la base qui va rassembler un certain nombre de gens ? En réalité, vous le savez bien, on s'aperçoit rapidement que les gens nous demandent quelle personne va porter ce projet. Tout à l'heure, sur la question d'André Comte-Sponville, vous avez indiqué qu'il fallait faire passer le programme avant tout et que cela ne relevait pas d'une négociation. Je ne vois pas comment, dans ce cas, on peut réaccéder à la présidence de la République, quand on est de droite.

David Lisnard : Il y a plusieurs choses dans votre propos. Je suis pénible sur les mots, mais je le répète : tout n'est pas politique, mais la politique est essentielle. J'ai même dit qu'elle était consubstantielle à l'homme. On ne peut pas vivre sans politique. En revanche, vraiment, la défense de la sphère privée et de l'intimité va devenir un combat politique. Je pense qu'on ne se rend pas compte actuellement de la régression de la notion de sphère privée et de l'intimité, et que cela s'inscrit dans la crise de la démocratie. Ensuite, nous sommes à quatre ans d'une présidentielle. La politique, à un moment donné, c'est mathématique : on additionne des voix, on se compte, c'est un rapport de force. Je crois, de façon non seulement éthique, mais surtout tactique que, dans la période

actuelle, le foisonnement n'est pas un problème. Ce qu'il faut, c'est déterminer un corpus fort pour peser puis, après, on verra avec qui on pèse. On verra si on arrive à porter jusqu'au bout un projet. Je le souhaite, parce qu'il me semble que, face au déclassement majeur de notre pays (sécuritaire, commercial, industriel, économique, etc.), on aura besoin d'une politique radicale. Non pas d'une politique extrémiste, mais d'une politique qui va aux racines des problèmes, lesquels tiennent à la désorganisation de l'appareil d'État. Tout ce qui pourrait être de l'ordre de la transaction préélectorale sur cette nécessité fondamentale serait une énième expression d'une tromperie des électeurs. La politique suppose une gestion du temps et, actuellement, ce qu'il faut, c'est d'abord porter des convictions. Vous noterez que je distingue « programme » et « projet ». Je ne crois pas énormément aux programmes, mais je crois beaucoup aux projets et aux principes. Ensuite, c'est une alchimie très particulière entre une personnalité, un caractère, des principes, des objectifs, et quelques mesures qu'il faut définir. C'est tout cela qui se cristallise au moment de l'élection. Mais, pour l'instant, nous n'en sommes pas là : ce n'est pas le moment. Tous ceux qui vous disent que c'est le moment échoueront à l'élection. Désigner un candidat à la présidentielle quatre ans à l'avance est une erreur majeure. Enfin, vous me demandez si une présidentielle est une grande élection municipale : je vous répondrai, de façon un peu provocatrice, que je ne pourrai vous répondre que quand j'aurai fait une élection présidentielle.

Michel de Rosen ¹² : *Ma question est en relation avec la réponse que vous venez de donner. Pour l'élection présidentielle, quelques candidats s'annoncent, si l'on regarde l'arc de la droite et du centre : Edouard Philippe, Gérald Darmanin, Bruno Le Maire, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, vous-même peut-être... Est-ce que vous pensez qu'il sera nécessaire, le jour venu, de mettre en place un mécanisme de sélection des candidats pour éviter que le centre et la droite ne se déchirent au profit des extrêmes?*

David Lisnard : Votre question me permet de prolonger mon raisonnement. Il faut effectivement qu'une personnalité émerge à un moment donné, pour cristalliser les espérances et les projets, au bon moment, quelques mois avant la présidentielle. Quand vous avez une personnalité qui porte un discours à la fois fort et aussi un peu transgressif, vous n'avez plus de problème avec le Rassemblement national. La campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 était une campagne qui était exaltante, passionnante et qui prenait des contrepieds très intéressants. On pense ce qu'on veut de Sarkozy, mais c'était un vrai leader. S'il y avait une présidentielle maintenant, il faudrait faire un processus de sélection, c'est une évidence, c'est-à-dire qu'on ne pourrait plus se payer le luxe d'avoir plusieurs candidats crédibles. Vous évoquiez Edouard Philippe, qu'on cite souvent dans les sondages, ou Laurent Wauquiez, qui a une forte personnalité et qu'on cite souvent à droite. S'ils se retrouvent au premier tour, je pense que

12. Président de Forvia Faurecia.

cela diviserait les voix. On ne sait pas où sera le seuil de qualification au second tour. Ce sera entre 15 et 20 % : tout dépend de ce qui se passe à gauche, parce qu'il faut quand même prendre en considération Mélenchon, qui a un socle solide. Tout cela dépend donc de savoir si une autre gauche émerge en concurrence. Cela dépendra aussi de ce qui se passe à la droite extrême, chez Reconquête et au Rassemblement national. Tout cela est très mouvant. Mais, si l'élection avait lieu maintenant, il faudrait assurément un processus de sélection. Or il y en a deux possibles en démocratie : le tirage au sort, mais cela serait difficile à faire accepter ; ou l'élection, laquelle est le pire des systèmes après tous les autres. Cela s'appelle une primaire... Si on veut un candidat qui ait une chance de gagner au deuxième tour, il faut une primaire ouverte. Maintenant, il est difficile de dire où l'on en sera dans quatre ans. Je pense qu'il faudra avoir cette discussion un an avant, pour avoir un processus clair. À la dernière présidentielle, cela s'est fait beaucoup trop tard. En tous les cas, soit quelqu'un écrase le match, mais ce n'est pas seulement une affaire de popularité, parce qu'on en a eu plein des personnes populaires qui ont perdu, comme Raymond Barre, Édouard Balladur, Alain Juppé ou Jacques Delors. Il faut quelqu'un qui fait que les autres candidats putatifs potentiels acceptent son leadership. Donc, soit il y a une ou un candidat qui émerge et les autres l'acceptent – ce qui n'est pas impossible, mais peu probable –, soit il faudra faire une primaire. Je ne vois pas d'autre mécanisme, même si je sais que c'est un grand débat. Rappelons que ce qui a fait perdre François Fillon, ce n'était pas la primaire : c'était autre chose.

Armand Caiazza ¹³ : *Je voulais vous poser une question sur le sport. Votre ville est reconnue comme particulièrement accueillante en matière de sports de plein air, comme Rio de Janeiro ou Miami. Deux évènements sportifs majeurs vont avoir lieu sous peu : la Coupe du Monde de Rugby et les Jeux olympiques et paralympiques 2024. Qu'est-ce qu'une politique de droite en matière de développement du sport?*

David Lisnard : C'est la question la plus dure de toutes, celle-ci ! Le sport et la culture sont les deux éléments qui permettent à l'individu de s'émanciper. Je parlais de la culture tout à l'heure, et dans les deux cas, il y a cette même notion d'élévation individuelle et de lien horizontal. Par la culture, c'est le partage d'une œuvre, d'une émotion. Par le sport, c'est parce qu'on ressent, qu'on vibre dans une équipe, mais aussi dans les sports individuels, lorsque vous êtes avec les autres ou en groupe, etc. Dans la théorie – je pense qu'il n'y a pas de grande différence sur le plan local, mais on va être manichéen – peut-être qu'il y a une tendance à plus privilégier le sport pour tous à gauche et le sport d'élite à droite. Mais, en réalité, ce n'est pas vrai. Dans la pratique, on sait tous que le sport d'élite dépend de la capacité de démocratiser le sport, pour faire ressortir les meilleurs. Le football, tant critiqué, qui exaspère tant, mais qui est un sport tellement sublime, est une forme de darwinisme extraordinaire, de sélection inouïe. Pour l'avenir de la droite, je voudrais qu'on fasse comme dans les clubs de foot, qu'on ait un

13. Président fondateur de l'agence Tell me.

centre de détection des talents, qu'on aille recruter dans les universités, les entreprises, les syndicats, chez les jeunes retraités, chez les étudiants. On peut penser ce que l'on veut des clubs de foot, mais la recherche des talents y est phénoménale. Il me semble que c'est plus le discours autour du sport qui variera entre la droite et la gauche : je pense qu'à gauche, on dira plus que le sport se résume au principe : « on a tous la même sueur et on est tous égaux », ce qui est archi-faux ! Pour être moi-même un coureur à pied en déclin, même quand je faisais moins de 3 h au marathon, je n'ai jamais réussi à rattraper les Kenyans, et je ne réclamais pas un droit à être égal aux Kenyans et ne voyais pas une forme de discrimination dans le fait d'arriver derrière eux ! Donc, à gauche, on tiendra plutôt ce discours et, à droite, on aura plus peut-être un discours qui affirme que le sport élève par le mérite. Mais c'est une question très difficile !

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu

-
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirtral
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
 - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
 - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
 - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
 - Les trois utopies européennes - Francis Wolff

- L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
- Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières? Philippe Chalmin
- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences. Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
- Devenir transclasse : Comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
- Re-considérons le travail - Sophie Thiéry

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden

- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely
- L'avenir de la Turquie et les limites du califat - Ardavan Amir-Aslani

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualazzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

La droite en France : état des lieux et avenir

La droite française semble aujourd'hui déstabilisée et divisée, comme on l'a vu récemment sur la réforme des retraites. Cela pousse à s'interroger sur son avenir. Chacun sait que les partis politiques ne sont pas éternels, et que les lignes de fracture, sur l'échiquier politique, évoluent au fil du temps.

La droite peut-elle se repenser et se repositionner en tant que parti des classes moyennes et populaires, en défendant la liberté économique, en prenant en compte les intérêts de la France qui travaille et en promouvant le rétablissement de l'ordre et la défense de notre souveraineté ?

Portera-t-elle l'idée d'un régime parlementaire décentralisé ? Restaurera-t-elle la pratique du référendum ? Saura-t-elle, sans courir derrière les extrêmes, s'opposer à la tyrannie des normes, à l'impuissance régaliennne, au manque de réalisme économique et au « wokisme » qui touche nos universités ?

Pour beaucoup, c'est ce que la famille gaulliste doit aux Français, face aux défis politiques, économiques et sociaux actuels.

À l'occasion de la conférence de rentrée 2023/2024, David Lisnard nous a fait l'amitié de se prêter au jeu des questions-réponses, sans langue de bois, ni faux-fuyants.

David LISNARD



David LISNARD est maire de Cannes, président de l'Association des maires de France, président de Nouvelle Énergie.